

CH'TI GREF

2017.1

Association de solidarité internationale regroupant à l'origine des retraités de l'éducation, le GREF, depuis plus de vingt-cinq ans, agit au service des exclus de l'éducation : en majorité dans les pays qui en expriment le besoin mais aussi en France.

**Groupement des Éducateurs
sans Frontières
Nord - Pas-de-Calais
99 rue Saint-Sauveur
BP 667 59033 Lille Cedex
03 20 92 98 75**

Agir signifie pour nous aujourd'hui contribuer au renforcement des capacités des acteurs de l'éducation (enseignants, éducateurs, cadres...) en partenariat avec les institutions et la société civile des pays concernés.

Agir signifie d'abord :

- tenter de comprendre, de façon attentive, respectueuse et pragmatique, les demandes et les besoins en éducation des institutions, des populations et des organisations de la société civile qui nous sollicitent ;
- construire et conduire avec elles, le temps nécessaire, des projets locaux ou régionaux susceptibles d'être généralisés et pérennisés.

Pour y parvenir, le GREF a fait le choix de modalités d'intervention qui lui sont propres dans le concert des organisations solidaires : ni présence permanente sur le terrain, ni actions exclusivement à distance, ni fourniture de biens ou d'équipements ; mais un bénévolat de compétences et une présence en alternance au plus près du terrain pour des actions de co-formation de formateurs.

Construire des projets est un travail long et complexe, trouver les compétences nécessaires à leur réalisation et constituer des équipes opérationnelles ne l'est pas moins, d'autant que le niveau de qualification exigé s'est accru ces dernières années. Le GREF a besoin de forces nouvelles : juniors, seniors, tous sont bienvenus.

Le GREF ne travaille pas seul : il construit des partenariats concrets avec les organisations de solidarité dont les objectifs sont communs ou complémentaires.

Au GREF, le travail en équipe est la clé de la réussite des projets.

Vous voulez nous rejoindre ? Bienvenue au GREF !

Nous avons besoin de vous...

Alain Hornez

Sommaire

- p.2 Un projet d'optimisation de l'enseignement agricole en Guinée
- p.3 Partenariat et démarches multi-acteurs... qu'ils disent!
- p.3 Mission dite *de faisabilité* : Pour une bonne stratégie
- p.4-5 Lorsque des penseurs africains s'attellent à l'émancipation du Continent
- p.6 Lecture : *Migrants et réfugiés*

Gref



Un projet d'optimisation

de l'enseignement agricole

A l'origine de ce projet, une demande de la Direction Régionale de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle de Mamou (Fouta Djallon) en relai des directions de trois établissements agricoles : il s'agit, dans le cadre de la politique de coopération décentralisée du Département du Nord, de transformer une intervention du GREF régional auprès des enseignants de collège qui avait montré les limites de son utilité, en aide à l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement agricole.

Le GREF connaissait le travail de l'ACAUPED, association créée par des médecins d'Armentières, en matière de santé tant au Mali qu'en Guinée. Nos rencontres permettent de mettre en évidence des insatisfactions similaires : la difficulté à faire prendre le relai de nos interventions respectives par les politiques locales et régionales pour un développement concerté dépassant nos spécificités.

Intégrer la relance de la production de café

Nous envisageons donc ensemble de conjuguer nos ressources : l'Acauped poursuit ses efforts dans le champ de l'assainissement, condition de l'amélioration de la situation sanitaire et leur donne une finalité de développement économique en installant une pépinière de caféiers sur le terrain d'expérimentation, en partie inutilisé, d'un des établissements repérés. Le GREF analyse les freins à l'insertion, faisant l'hypothèse d'une centration exclusive des enseignements sur la formation théorique en négligeant leurs fonctions sociales et économiques (adéquation à l'emploi, prise en compte des débouchés des productions et des évolutions de la demande sociale en matière d'amélioration de la qualité, de la gestion des ressources naturelles et de la protection de l'environnement).

Dans la phase préparatoire :

ICI : le GREF vérifie la conformité de la demande avec sa Charte (cf site du GREF) ainsi que l'existence d'un plan national de rénovation de l'enseignement professionnel et de développement agricole. Ces derniers permettent de vérifier les hypothèses déjà formulées.

Nous préparons les outils d'investigation à mobiliser sur le terrain, sans pouvoir maîtriser le panel des personnes à rencontrer et devant alors faire confiance à la compétence de nos partenaires inconnus. Nous ne maîtrisons pas non plus notre calendrier : début de l'épidémie Ebola, variations des autorisations à voyager et contraintes calendaires d'engagement des crédits obtenus à 50% de notre demande sans avoir le temps d'effectuer des recherches complémentaires.

LA-BAS, 12 journées bien remplies pour un programme cohérent mais très encadré par nos collègues (ils ont une pratique de la coopération décentralisée) : rencontres des autorités locales pertinentes tant en Région que sur les territoires des établissements, deux jours d'échanges sur place lors d'assemblées générales alternant avec des entretiens en petits groupes à notre demande, permettant d'entendre les points de vue des directions d'établissements, des équipes pédagogiques, des élèves, des diplômés bénéficiant d'une année de mise à leur compte sur des terrains de l'établissement, et surtout d'un très grand nombre de représentants des organisations de producteurs. Tous conviennent de la nécessité de créer un comité de pilotage du projet. Nous rencontrons une demande régulière et de plus en plus tenace de *per diem* pour les seuls cadres dont nous assurons les frais de déplacement : notre bailleur, consulté par avance, nous avait averties de son opposition à cette pratique que le GREF gère tant bien que mal selon les pays.

Nous concluons notre mission par la signature d'une convention de financement pour le fonctionnement durant 6 mois d'un Comité de pilotage (CDP) qui a bien fonctionné et par la décision conjointe de proposer un plan de formation destiné aux différents types d'acteurs rencontrés : à charge pour le CDP d'en décider les priorités et les destinataires sachant que la co-animation serait de rigueur.



ICI

Partenariats

Les suites :

Ebola n'a lâché prise que 18 mois plus tard. Nous avons stabilisé nos données en réalisant des monographies par établissement et avons sollicité des critiques, des compléments. Quasiment rien n'est remonté, nous bloquant dans nos constitutions de dossiers de demandes de financements complémentaires. Une maigre contribution à l'élaboration d'une partie du budget prévisionnel nous est parvenue faisant fi de leurs engagements en matière de prêt gratuit de salles de formation et une évaluation exagérée des frais de déplacement et de restauration des personnes à former. Rien sur nos propositions pédagogiques... sauf une demande inopinée sur un point mineur du programme à effectuer sous quinzaine.

Depuis, nos partenaires du nord impliqués ou sollicités se sont désengagés de leur politique de coopération décentralisée (le Conseil Départemental du Nord en a averti tous les partenaires en février 2016 et nous attendons toujours la réponse à notre dossier déposé en octobre 2015 auprès du Conseil de la Région devenue Hauts de France...

E. Charlon et G. Portier

.....

Partenariat et démarche multi-acteurs... qu'ils disent !

Qu'il s'agisse de l'Agence Française de Développement, des Réseaux Régionaux de concertation entre collectivités territoriales et associations (RRMA, Réseau Régional Multi Acteurs, au nombre de 10 actuellement, Lianes Coopération pour les Hauts de France) en matière de projet de coopération internationale au développement et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) ou encore de structures d'accompagnement à la capitalisation des expériences (F3E) multi-acteurs est devenu le sésame d'un projet finançable car potentiellement réussi.

Que désigne cette expression ? « Un processus de collaboration entre des acteurs de natures différentes (enseignants, organisations de la société civile, ONG, syndicats... pouvoirs publics, enfants, parents d'élèves... autour d'objectifs partagés en vue de produire un changement à un niveau macro/sociétal » (F3E *Agir en Pluri-acteurs pour une Education de qualité*, 2014).

Qu'en penser quand, sans concertation et sans délais, des budgets sont réduits à 10% de ce qu'ils étaient, sont supprimés et que les demandes de rendez-vous restent lettre morte ?

Pendant ce temps, des associations licencient leurs salariés, des projets s'interrompent, des efforts engagés de longue date, au sud comme au nord, sont ruinés ?

D'autres régions connaissent les mêmes difficultés... Est-ce là bonne gestion des deniers publics qui ne sont pas extensibles, on le sait aussi !

E. Charlon

Mission dite de faisabilité : pour une bonne stratégie

Il est indispensable que les personnes mandatées pour effectuer la mission de faisabilité s'intéressent, d'une manière sélective, en fonction du projet et de ses objectifs à :

I. La géopolitique

a) Connaissance du pays

- histoire
- régime politique, institutions, rapports de force existants
- fonctionnement des administrations en liaison avec le projet
- situation économique, situation du système éducatif (formel et non formel)
- organisation territoriale
- organisation de l'enseignement

b) Connaissance des politiques mises en œuvre (en liaison avec le projet) :

- connaître les politiques sectorielles dans les principaux domaines (enseignement, santé...)
- priorités du gouvernement en place ?

II. Les partenaires

a) Coopération bilatérale

- ministère, services déconcentrés de l'Etat...
- objectifs des « Documents du Cadre Partenarial » en éducation

b) Coopération décentralisée

- lister les principales collectivités concernées
- lister les ONG partenaires possibles

c) Société civile

- s'intéresser à la fiabilité du partenaire (association existant depuis, le CA, les membres actifs, les actions déjà réalisées, le budget, l'impact local...)

d) Rédiger une convention

III. Le GREF dans le pays

a) Le passé du GREF dans le pays

- capitalisation des actions dans le pays en mettant en avant les leçons, les conventions écrites, l'inscription dans les politiques sectorielles, les cohérences et/ou les disparités, les réussites, les causes d'échecs.

b) Le GREF aujourd'hui

- le ou les projets actuels et leurs liens avec les projets passés

IV. Le projet

- quels axes prioritaires le Gref se fixe-t-il dans le pays ? les objectifs précis du projet ? Sur quels partenaires locaux le GREF pourrait-il s'appuyer ?

- dans le formel, dans le non formel, dans la formation professionnelle, la petite enfance ?

- les principaux partenaires potentiels (institutionnels ou pas)

V. Valorisation des actions

- justifier nos choix pédagogiques
- mettre en avant les compétences du GREF
- rédiger des rapports précis pour favoriser la capitalisation

VI. Incidences des pluri-acteurs sur les actions

- avoir une approche fondée sur la reconnaissance et la valorisation des différences

- penser l'altérité comme identique (avec des difficultés)

- anticiper les interactions de tous les acteurs en les écoutant séparément puis ensemble (tenir compte des intérêts différents)

- mettre en place des objectifs communs en respectant les intérêts de chaque partenaire

- tenir compte et comprendre les différences

Ce que veut souvent le partenaire (boussole intérieure)

- occuper une place importante
- participer à influencer la société locale ou nationale

- gagner de l'argent

- nourrir sa famille

- faire de l'Autre une projection de soi-même

- ...

J.-C. Delforge

Lorsque des penseurs africains s'attellent à l'émancipation du continent



Achille Mbembe
(Camerounais)

Invité dans le monde entier à donner des conférences, professeur d'histoire à l'université de Johannesburg, Achille Mbembe pense l'Afrique et sa « planétarisation ». L'auteur de *Sortir de la grande nuit* (La Découverte, 2010) ne cesse de le redire : l'Europe a perdu son leadership international et dans cette reconfiguration économique-politique, c'est sur le continent que se dessine l'avenir de l'humanité. Mais, alors que les crispations identitaires se multiplient, et que les démocraties au nom de la guerre contre le terrorisme (*Politiques de l'inimitié*, La Découverte, 2016) sont prêtes à remettre en cause leur fondement même, il est urgent de construire une Afrique tolérante, ouverte, créole. Une « Afrique-monde » où chacun, quels que soient sa religion, sa carnation, son genre ou son orientation sexuelle, puisse s'épanouir pleinement. Défenseur de l'afropolitanisme, il pose un regard sans concession sur notre monde qui, nous rappelle-t-il dans *Critique de la raison nègre* (La Découverte, 2013), s'est construit sur le racisme et la chosification du corps noir.

Nadia Yala Kisukidi appelle à mettre fin à la non-reconnaissance de l'existence de pensées philosophiques en terres d'Afrique. Une non-reconnaissance qui émane des philosophes occidentaux eux-mêmes (Hegel exclut les Noirs de la marche de l'Histoire) mais aussi des premiers anthropologues, qui ont décrété qu'il n'y avait pas de Raison au sud du Sahara mais une « mentalité primitive » (Henri Levy-Bruhl). Ce lourd héritage colonial pèse toujours sur l'enseignement de la philosophie en France où, contrairement aux Etats-Unis, la philosophie africaine n'est pas reconnue par le milieu universitaire.

Nadia Yala Kisukidi
(Française d'origine congolaise)



Professeur à l'université Gaston-Berger où il dirige le Laboratoire de recherche en économie de Saint-Louis (LARES), l'organisateur des Ateliers de la pensée est avant tout un écrivain et un poète-philosophe. Il a écrit notamment *Dahij* (Gallimard, 2009) et *Méditations africaines* (Mémoire d'encrier, 2012), deux ouvrages à travers lesquels il livre une pensée à la

Felwine Sarr
(Sénégalais)

fois intimiste et universaliste et nous amène à revenir sur ce qui fonde notre humanité et sur la manière dont nous souhaitons la construire. Il invite les penseurs du continent à s'engager dans une rupture épistémologique en délaissant les concepts occidentaux qui seraient peu adaptés aux réalités du continent et en investissant des notions africaines comme le *jom*

(« dignité »), la *teranga* (« hospitalité »), le *ngor* (« sens de l'honneur »)... pour en dégager les possibles apports bénéfiques.

Macro-économiste, ancien ministre de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques, directeur de la Francophonie économique et numérique au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, il a travaillé pour de nombreuses institutions internationales. Il s'attaque au franc CFA, monnaie unique qui maintient les anciennes possessions françaises dans un système de dépendance coloniale. Les Etats africains doivent élaborer leur propre politique monétaire s'ils veulent pouvoir « parachever leur indépendance politique et renforcer les bases d'une transformation structurelle de leur économie ». cf. *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. A qui profite le franc CFA ?* Editions La Dispute.

Kako Nubukpo
(Togolais)



Sur l'impulsion de Felwine Sarr et Achille Mbembe s'est tenue au Sénégal, en octobre 2016, la première édition des Ateliers de la pensée*.

Réfléchir sur les enjeux du continent, déconstruire les clichés accolés depuis trop longtemps à l'Afrique, interroger l'héritage colonial, redonner de la fierté aux peuples africains, œuvrer pour la décolonisation des esprits, autant d'objectifs qui ont traversé trois jours de débats très riches.

Comme certains de ses intellectuels ont été lus, discutés... par le groupe lecture au cours des deux dernières années, il peut être intéressant d'y regarder de plus près.

Portraits d'intellectuels œuvrant au renouveau d'une pensée africaine « décolonisée »

D'après l'article de Séverine Kodjo-Grandvaux (contributeur Le Monde Afrique, Douala)
LE MONDE le 28.10.2016

Il est l'un des penseurs africains les plus éminents de l'islam et de ses Lumières. Son ouvrage *Comment philosopher en islam* (éd. Jimsaan, 2014) rappelle que cette religion a produit une « tradition de libre-pensée » et que le débat pour un islam ouvert et philosophique a toujours existé.

Professeur à l'université Columbia de New York, formé à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, spécialiste de l'algèbre de Boole et de logique, Souleymane Bachir Diagne s'intéresse tout particulièrement à la question de la traduction. Selon lui, « passer l'autre permet de voir en quoi les problèmes philosophiques, que l'on dit universels, sont fortement liés aux différentes langues dans lesquelles ils sont formulés ».

Souleymane Bachir Diagne
(Sénégalais)



d'une langue à

Léonora Miano renverse les perspectives habituelles de l'invention de la race et avance que les esclavagistes ont souhaité se blanchir des « ténèbres » qu'ils déversèrent sur le monde avec la déportation transatlantique d'hommes et de femmes qui jusque-là ne se considéraient ni comme Africains ni comme Noirs. Dès lors, « le Noir matérialise les ténèbres intérieures de celui qui mutile sa propre humanité en niant celle de l'autre » (*L'Impératif transgressif*, L'Arche Editeur, 2016). Léonora Miano s'intéresse aussi bien dans ses romans (*Contours du jour qui vient*, Prix Goncourt des lycéens 2006), que dans ses écrits théoriques, à la place des afrodescendants dans les sociétés occidentales, aux pans de la mémoire atlantique en Afrique (*La Saison de l'ombre*, prix Fémina 2013), aux questions de sexualité et de genre (*Crépuscule du tourment*, 2016).



Léonora Miano



Son œuvre est l'une des plus significatives du renouveau de la pensée critique du continent africain. Inscrite dans les traditions philosophiques occidentales, sa réflexion puise toutefois sa source dans son histoire familiale et son double héritage culturel, ghanéen et britannique. Le cosmopolitisme est pour lui une

Kwame Anthony Appiah
(Ghanéen)

éthique, comme il le raconte dans *Vers un nouveau cosmopolitisme* (éd. Odile Jacob, 2008) ; Appiah s'est tou-

jours efforcé d'obéir à la recommandation de son père : « Souvenez-vous que vous êtes des citoyens du monde, et travaillez à le quitter meilleur que vous ne l'aurez trouvé. » Être citoyen du monde, c'est s'autoriser à être d'ici et d'ailleurs pleinement, à hériter de l'humanité entière et contribuer à l'enrichir de là où nous sommes.

Dans son dernier essai *La Conversation comme manière de vivre* (éd. Albin Michel), Ali Benmakhoulouf s'appuie aussi bien sur Montaigne, Lewis Carroll, Flaubert ... que sur Al-Tawhidi ou Al-Farabi, Barthes ou Leibniz. Il démontre que la bibliothèque du monde est ouverte à tous. Grâce à ces références multiples, il étudie tout ce qui fait la richesse de la conversation, là où se noue la relation qui « nous fait tenir l'un à l'autre par la parole ».

Il enseigne à l'université de Paris-Est-Créteil et se dit « 100% africain et 100% européen ».

Il est l'auteur de *Pourquoi lire les philosophes arabes* (éd. Albin Michel, 2015), un essai qui rappelle à quel point la pensée médiévale arabe, et donc l'islam, a façonné le paysage intellectuel européen.

Ali Benmakhoulouf
(Franco marocain)





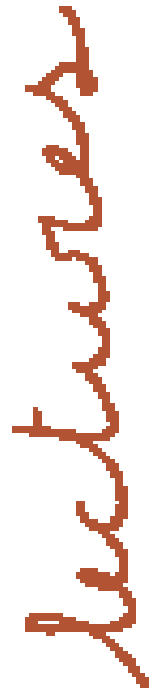
Pour lui, la décolonisation de l'Afrique est un mythe, l'indépendance des nations africaines n'a pas mis fin aux rapports de domination. En témoignent les sanctions économiques ou les interventions militaires sur le continent au nom des droits de l'homme, de la démocratie ou de la lutte contre le terrorisme. Il est donc urgent de penser la « décolonialité », en privilégiant une approche interdisciplinaire.

Sabelo Ndlovu-Gatsheni
(Zimbabween)

Il faut décentrer le regard, sortir des espaces académiques forgés par un monde européen, explorer les marges et les frontières. Il faut penser de nouveaux concepts et de nouveaux référents intellectuels ; condition *sine qua non* pour bâtir une humanité fondée sur l'équité, la justice sociale et la « coexistence éthique », et pour mettre fin aux rapports de classes et de races.

Ancien directeur de programme du Collège international de philosophie de Paris, professeur titulaire de l'université Tulane à la Nouvelle-Orléans. Ses champs de réflexion sont nombreux : bioéthique, anthropologie du droit, éthique médicale, esthétique, économie... Il a créé le concept de « traversée », repris depuis par des penseurs plus connus comme son compatriote Achille Mbembe, afin de dire « de quels pluriels une histoire déterminée est faite ». Plus qu'une idée-force, la traversée est une attitude face au réel, l'envie d'y déceler le multiple et le divers. Dans l'un de ses derniers articles, « Réalités et représentations de la violence en postcolonies » (Presses universitaires de Perpignan, 2015), il décrit la violence imposée par « l'esprit managérial » qui « sacrifie souvent le règne des fins au profit du fétichisme des moyens ». Conséquence : « La fameuse notion de *développement* avait comme mission de faire la guerre à *ce qui ne sert pas* au profit d'une rationalité qui ne fait que calculer ».

Jean Godefroy Bidima
(Camerounais)



* Les prochaines éditions des Ateliers, qui seront annuelles, s'ouvriront à l'Afrique anglophone et aux Caraïbes

Conclusion des Ateliers par Achille Mbembe : *Le centre de gravité de la pensée critique de langue française est en train de se déplacer vers le Sud. A l'heure où la France se recroqueville sur elle-même et tourne le dos au monde, le renouveau de la pensée, de l'écriture et de la création d'expression française au cours du XXI^{ème} siècle viendra des marges de l'ex-empire.*

E. Brassart

Migrants et réfugiés Réponse aux indécis, aux inquiets et aux réticents

de Claire Rodier

en collaboration avec Catherine Portevin.

Claire Rodier est juriste au GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés), et co-fondatrice du réseau euro-africain Migreurop. Elle travaille sur les politiques européennes d'immigration et d'asile (cf. *L'Atlas des migrants en Europe*, Armand Colin, rééd. 2012) et l'ouvrage collectif *Immigration, fantasmes et réalités* (La Découverte, 2008). Catherine Portevin est journaliste à *Philosophie magazine*.

Ce petit livre fait de 23 questions réponses repose sur un parti pris, aider le citoyen à y voir un peu plus clair à un moment où l'Occident, promoteur des droits de l'homme, est mis en face de ses contradictions ; partagés entre des élans de fraternité à la vue d'enfants morts et des envies de protectionnisme face aux campements de Calais, beaucoup de Français se demandent si l'arrivée massive de migrants ne va pas favoriser le terrorisme ou faire grimper l'extrême-droite. Destiné à un public désireux de trouver une information solide et guidée par la défense des droits fondamentaux des migrants et réfugiés, il a fait l'objet d'une assez large publicité, articles du *Monde* (2), d'*Alternatives économiques*, des *Inrocks*, émission sur RFI (1)...

La brièveté de l'ouvrage, si elle permet une information rapide et concise, présente forcément un inconvénient : l'absence des sources utilisées. Et c'est dommage, même si la présence d'un glossaire complète le livre et si le sérieux des auteurs n'est pas à mettre en doute.

Quels enseignements retirer de l'ouvrage ?

- L'arrivée des migrants n'a pas été anticipée alors que l'exode syrien saturait le Liban et la Turquie depuis 2011.
- Le discours dominant sur l'immigration repose sur bon nombre de contre vérités et de fantasmes.
- Définir à l'avance qui seront des "migrants" et qui des "réfugiés" est arbitraire et ne tient pas compte des obstacles pour régulariser les situations administratives.
- L'Union européenne a mis en place à la fin des années 90 une politique commune en matière d'immigration. Mais cette politique a été élaborée sans prise en compte de ce qui se passe dans le reste du monde : mondialisation des échanges, phénomènes climatiques... qui vont entraîner de plus en plus de déplacements de populations.
- On ne peut ignorer le caractère prédateur des pays occidentaux, et leur responsabilité dans le pillage des richesses, qui pousse les peuples à s'exiler.
- Beaucoup d'études, notamment celle de l'OCDE, montrent un apport économique non négligeable des migrants sur le long terme. Ils sont facteurs de développement et de croissance.

(1) <http://www.rfi.fr/emission/20160723-litterature-claire-rodier-migrants-refugies>
Emission du 23 juillet 2016 – 9mn33

(2) http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/06/07/agir-autrement-avec-les-migrants_4940811_3232.html#yV8MBOb3QMPsOajL.99
http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/30/en-finir-avec-les-cliches-sur-les-migrants_4989873_3232.html#j8YxrtD0KjPYJTmr.99

Les auteurs et les éditions La Découverte ont choisi de verser tous les revenus nets de l'ouvrage (4,9 €) au réseau Migreurop. N'hésitez pas à le faire connaître autour de vous.



E. Brassart



Ont participé à ce numéro : Edith Brassart, Maeva Carrasqueira, Elisabeth Charlon, Jean-Claude Delforge, Myriam Matonog, Geneviève Portier.